



# L'ONU, le Vatican & les "pro-life"

**En mars dernier, 300 militants "prolife" ont envahi les couloirs de l'ONU où se tenait la commission préparatoire de Pékin + 5. En plein débat sur l'influence du Vatican au sein des Nations Unies, les anti-choix semblent plus décidés que jamais à faire pression pour empêcher la remis en cause du statut du Saint-Siège...**

Ce devait être une réunion préparatoire comme les autres. Une de ces "prepcos" plutôt studieuse où les différentes délégations planchent une dernière fois sur les documents qu'il faudra discuter lors de la session finale. Une conférence internationale organisée par les Nations-Unies à New York pour faire le bilan des questions liées aux droits des femmes depuis la Conférence de Pékin. Surprise. Après quelques réunions, les conférencières voient débarquer 300 activistes "prolife". La plupart habillés de soutanes et de cornées, quand ils ne portent pas à la boutonnière des badges "maternité" ou "famille". Ce qui, sans être énorme, les rend très visibles au milieu des 1700

ONG participantes, dans ce haut lieu de la diplomatie ou l'on préfère le dialogue et l'échange aux quolibets et à la violence physique. "Leur arrivée a suscité une certaine agitation", raconte Françoise Gaspard, "il a fallu suspendre la séance. On leur a demandé de sortir. Mais les couloirs ont été envahis par des personnes en soutanes récitant des chapelets..." La représentante de la France à la Commission de la condition de la femme des Nations-Unies a même eu droit à une visite de courtoisie. Un soir où elle donne une réception à la Mission française, elle croise une militante "provie" qui tient absolument à la photographe. "Cette femme est dangereuse" raconte à qui veut l'en-

tendre la jeune femme. Il est vrai qu'ancienne maire de Dreux, ex-députée, féministe et, cas aggravant, quelqu'un qui a eu le culot d'annoncer son PaCS dans *Le Monde* quelques jours auparavant, Françoise Gaspard a de quoi terrifier la droite religieuse...

## Un vrai débarquement

Lorsqu'ils ne se glissent pas entre les petits fours, les 300 trouble-fête "prolife" passent leur journée à former des groupes de prières autour du moindre militant qu'ils jugent pro-avortement. Plusieurs "caucus" (commissions) sont particulièrement perturbés: celui des jeunes et, bien entendu, celui des lesbiennes et des questions de santé liées aux droits reproductifs (où l'on traite de l'avortement et de la contraception). Tout en tentant de faire inclure les droits des lesbiennes au sein des revendications de la Marche mondiale des femmes (et oui, on en est encore là!), les participantes du Caucus lesbien doivent esquiver les chapelets et les regards de haine qui fusent du fond d'une salle pleine à craquer. "La

tension était forte, raconte Jennifer Radloff dans le *Bulletin quotidien* de Women action (un réseau "femmes et média" international), "après plusieurs tentatives d'intimidation de la part de ces individus, personne ne savait à quoi s'attendre. C'était ironique de constater cette atmosphère dans l'édifice de l'ONU, lieu où l'on s'attend à un respect de la différence plutôt qu'à une action concertée visant à perturber le travail qui nous a amenés ici". De fait, les séances de travail ont considérablement été ralenties, sans parler des articles mensongers colportés dans le bulletin quotidien diffusé par les "prolife", *Vivant!*, et de l'ambiance exécrable. "Nous sommes très préoccupées, plusieurs personnes nous ont dit qu'elles ont été traquées, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des édifices de l'ONU, et qu'elles ont été victimes de harcèlement téléphonique" raconte une participante du Caucus jeunes. "La présence lors des réunions de ce caucus d'observateurs adultes qui ne participent pas et qui refusent de s'identifier, mais aussi d'adultes et de jeunes qui ne connaissent les enjeux des jeunes continue à créer une atmosphère d'hostilité". À tel point que la Coordination des ONG porte plainte. Tout en se devant d'être plus réservés, les représentants de certains États ont exprimé leur désapprobation devant ce type de méthodes: "le travail des ONG a été gêné et perturbé par quelques représentants d'organisations qui ont décidé d'exprimer leur point de vue non pas d'une

façon courtoise que nous aurions pu attendre et qui ont essayé de briser le travail des autres sur la base d'un désaccord concernant des idées exprimées librement" a expliqué la représentante du Portugal chargée de lire le discours de clôture de l'Union européenne. "Les Nations unies sont un endroit où

nous venons pour dialoguer ensemble de bonne foi et selon des règles établies, même si nos points de vues sur certains sujets diffèrent et s'opposent. La tolérance et le respect des autres idées, des opinions et de la liberté d'expression font partie des valeurs essentielles des Nations-Unies que nous devons tous respecter et défendre." Une position appuyée par la responsable du groupe réunissant entre autres les États-Unis, le Japon et le Canada. En réalité, ce n'est pas tant leur nombre ni même la présence de militants "prolife" à la PrepCom qui aura créé l'événement mais leur attitude. Les "prolife" participent depuis bien longtemps, surtout depuis les années Reagan, aux conférences des Nations-Unies, mais ils avaient rarement été aussi décidés à perturber les débats.

#### Qui sont-ils?

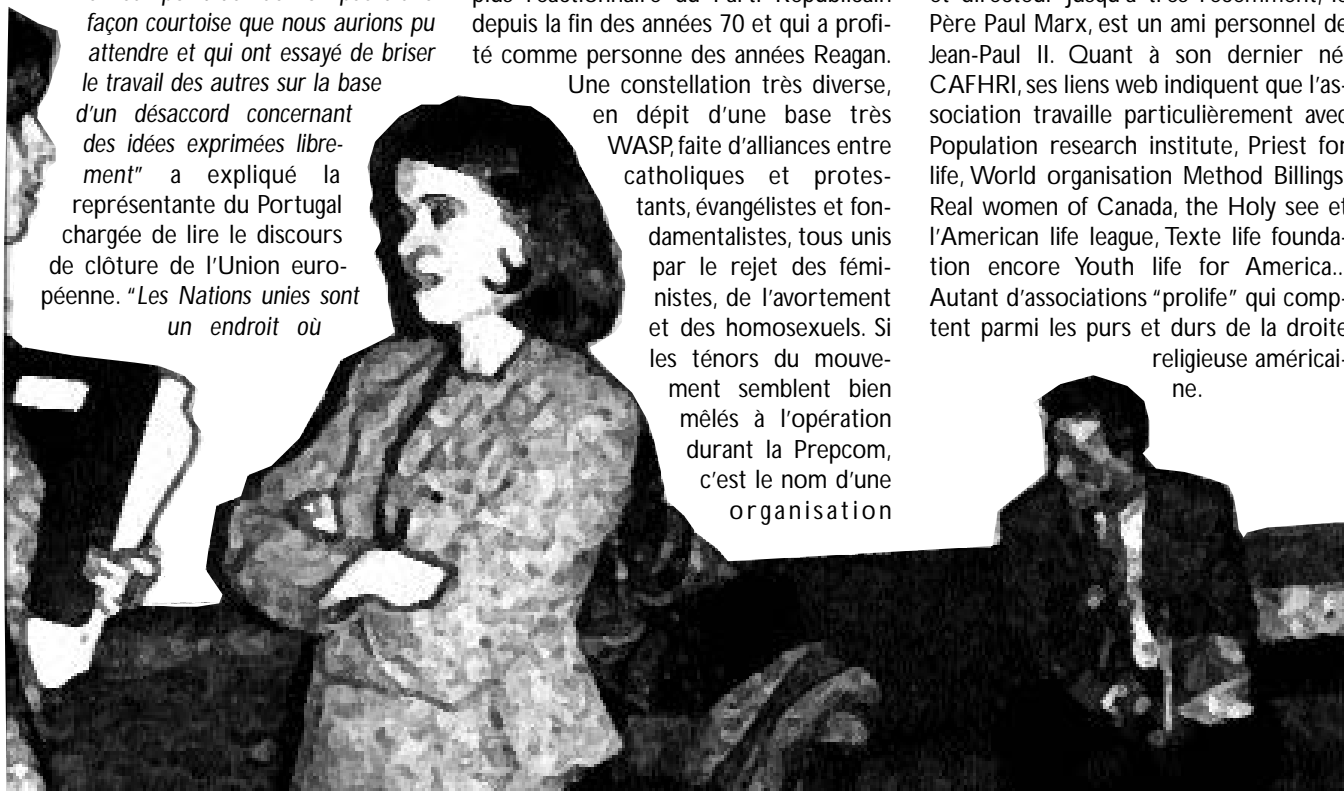
Mais d'où viennent ces 300 militants et pourquoi ont-ils décidé de faire un coup de force? Qui a leur a délivré autant d'accréditations? Depuis mars, les ONG s'interrogent. Pas mal d'articles circulent sur le net à ce sujet. Bien qu'il y ait eu visiblement quelques militants anti-choix étrangers (comme Guillaumette Bonnaud, le bras droit de madame Christine Boutin à l'Alliance pour les droits de la vie), le reste des troupes était en grande partie issue de la droite religieuse américaine. Cette nébuleuse d'associations "prolife" alliée à la branche la plus réactionnaire du Parti Républicain depuis la fin des années 70 et qui a profité comme personne des années Reagan.

Une constellation très diverse, en dépit d'une base très WASP, faite d'alliances entre catholiques et protestants, évangélistes et fondamentalistes, tous unis par le rejet des féministes, de l'avortement et des homosexuels. Si les ténors du mouvement semblent bien mêlés à l'opération durant la Prepcom, c'est le nom d'une organisation

peu connue jusqu'ici qui est mis en avant : Catholic family & human rights Institute (CAFHRI).

#### CAFHRI et ses amis

Présidée par Austin Ruse, CAFHRI se présente comme une organisation créée "pour répondre aux besoins des délégations et des organisations gouvernementales et non gouvernementales des Nations-Unies". Elle se donne comme activité de diffuser tout document relatif à l'ONU, maintenir les ONG amies en contact et entrer en contact avec les délégations gouvernementales. En somme, c'est une entité tout spécialement créée pour organiser et fédérer le lobby que font les différents groupes "prolife" au sein de l'ONU. Dans un article (1), Jennifer Butler de Ecumenial Women 2000 + explique que CAFHRI a été fondée en 1997 par Human life international. Une association bien connue des lecteurs de nos lecteurs puisque c'est elle qui participait au colloque anti-avortement tenu à la Mutualité le 17 octobre 1998 contre lequel ProChoix avait organisé un contre-rassemblement (voir *ProChoix* n°8). Celle qui se présente comme la plus grande organisation prolife et pro-famille avec 56 antennes américaines et des relais dans plus de 88 pays (sauf en France!) est surtout l'une des associations "prolife" catholique la plus proche du Vatican (voir encadré). Son fondateur et directeur jusqu'à très récemment, le Père Paul Marx, est un ami personnel de Jean-Paul II. Quant à son dernier né, CAFHRI, ses liens web indiquent que l'association travaille particulièrement avec Population research institute, Priest for life, World organisation Method Billings, Real women of Canada, the Holy see et l'American life league, Texte life foundation encore Youth life for America... Autant d'associations "prolife" qui comptent parmi les purs et durs de la droite religieuse américaine.



## L'appel au coup de force

Sur leur site, les Pénélopes ont traduit l'appel lancé l'organisation d'Austin Ruse. Voilà comment il rameutait ses troupes à quelques jours de la réunion: "Chers amis, nous sommes en plein Pékin + 5 et nous avons besoin de vous à New York du 6 au 17 mars. Il y a cinq ans des féministes radicales se sont rencontrées à Pékin à la quatrième conférence mondiale des femmes. Essayez de nous rejoindre, car nous ne voulons pas qu'elles laissent les forces "prolife" dehors. Elles essayeront encore de nous empêcher de nous exprimer, mais elles échoueront ici, aussi. La plate-forme de Pékin pour l'action est un des documents les plus radicaux et les plus dangereux que vous pouvez imaginer. [...] À Pékin, les féministes radicales ont essayé de faire de l'avortement un droit de l'homme international. Elles auraient employé ce document pour essayer de forcer des gouvernements à changer leurs lois protégeant les enfants "non-né". Bien qu'elles aient été déboutées sur ce point, elles essayeront encore à Pékin. [...] Nous devons relever ce défi! Vous êtes personnellement utiles à New York, même si vous n'avez jamais fait de lobbying. Nous vous accrédi-tons. Nous vous formerons. Nous vous affec-

terons dans différentes zones, comme les diplomates. Ce sera la plus importante expérience de votre vie. Vous travaillerez aux côtés des Catholiques, Evangélistes, Juifs, Musulmans, Mormons. Nous sommes les enfants d'Abraham surgissant pour combattre pour la foi et la famille. Nous vous appelons, venez, maintenant!"

La rhétorique est classique, les consignes toujours précises. C'est l'une des grandes forces de la droite religieuse américaine qui a depuis longtemps su trouver le ton (et surtout l'argent) qui convient à des opérations de masse. Depuis le direct-mail (ces chaînes de courriers auto-financées) jusqu'au dernier cri de la production télévisuelle, les différents groupes de sa nébuleuse n'ont jamais de mal à se donner les moyens de leurs ambitions. En l'occurrence, faire une démonstration de force à l'ONU. Accréditées facilement grâce à de nombreuses ONG alliées, la moindre organisation "prolife" n'a qu'à trouver un ou plusieurs généreux mécènes pour se transformer en véritable tour opérateur anti-choix. Imaginez qu'une organisation féministe vous propose, tous frais payés, d'aller à l'ONU, vous n'iriez-pas? Facile dans ces condi-

tions de trouvez 300 volontaires. D'autant que, — et c'est là sans doute la raison pratique de ce débarquement —, la conférence se tient aux Etas-Unis même, à l'ONU, et non pas à Mexico, au Caire ou à Pékin... Ce qui facilite grandement la logistique, allège les frais de transport. Voilà pour la raison pratique. Mais sur le fond, pourquoi tant de fébrilité?

Bien sûr, une conférence internationale sur les droits des femmes dont une partie traite de l'avortement ne peut qu'être l'objet de toutes les attentions, mais les troupes "prolife" n'ont jamais jusqu'ici déployé autant d'infrastructures pour y peser. Elles s'étaient plutôt intéressées aux conférences internationales de l'ONU sur la "population" où leur lobby est porté par le Vatican en personne.

## Le double statut du Vatican

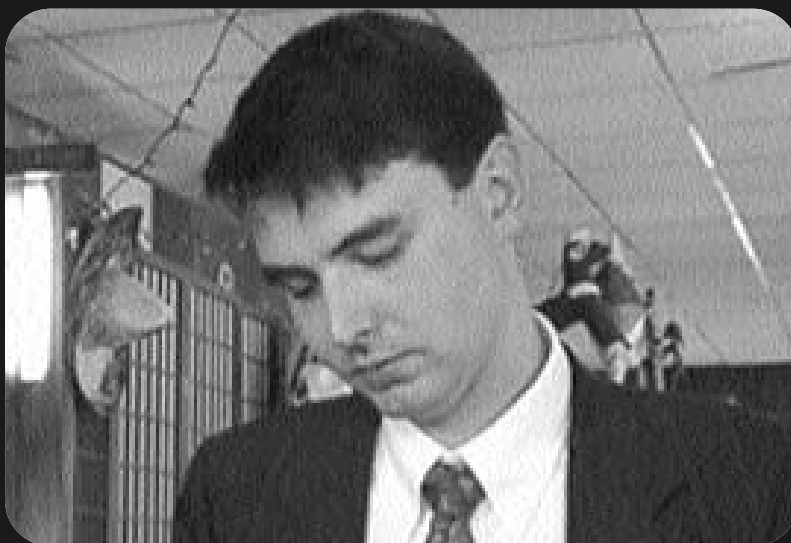
Présent par le biais d'ONG, le Vatican participe également en tant qu'Etat aux différentes conférences internationales et a donc deux fois plus de chances de faire avancer ses idées. En effet dès 1957, le Vatican est parvenu à ce que les Nations Unies réfèrent de leurs décisions au

## Human life International?

Créée en 1981, c'est assurément l'une des plus importante associations "prolife" catholique américaine. Il semble qu'elle ne comporte en fait que 30000 membres sur le territoire américain et possède des budgets bien moins importants que d'autres associations comme, par exemple, l'American Life league. Néanmoins, l'association bénéficie de hauts parrainages au sein de la hiérarchie catholique: le Cardinal Lopez-Trujillo, président du Conseil Pontifical de la famille mais surtout le pape. L'autre force d'HLI tient à sa capacité de diffusion. Confortablement installé dans leur quartier général à Front Royal en Virginie, l'organisation a essaimé dans 25 États des États-Unis. Ces filiales lui permettent d'écouler l'abondante littérature du groupe, des centaines d'ouvrages, d'auto-collants, de cassettes audio et vidéo "prolife", et surtout de recueillir des fonds pour l'organisation. Ailleurs dans le monde, HLI est présent dans 53 pays, particulièrement en Amérique Latine où la droite religieuse bénéficie de solides soutiens politiques. Très organisé, le groupe comporte plusieurs secteurs d'activités. HLI Endowment inc est une structure destinée à distribuer des infos aux pays étrangers. C'est par ce biais que s'organisent par exemple les grandes campagnes mondiales contre les vaccinations. À titre d'information, ce poste a dépensé 1,8 million de dollars en 1992. Dans un autre style, Population research Intitute se veut non politique et non partisan. La revue qu'il publie dit seulement essayer de démontrer que la surpopulation est un mythe. Ce qui est toujours plus commode pour lutter ensuite contre l'avortement. Ses articles sont enrichis par les nombreux contacts internationaux de l'organisation. Prolife/Profamily Institute est quant à lui un institut destiné à former en permanence des leaders pro vie. Comme la plupart des organisations pro vie, HLI est contre l'avortement, la contraception, l'euthanasie, l'homosexualité. Cependant, Paul Marx est aussi parvenu à se faire connaître pour ses perpétuelles digressions anti-judaïques et anti-musulmans. Il a notamment établi une liste de tous les juifs pro-avortement. Dans son livre *The Prolife missionary*, il n'hésite pas à qualifier de "furieuses objections de quelques juifs" les protestations qui firent suite à la réception de Kurt Waldheim, l'ancien chancelier d'Autriche pro-nazis, par le pape. Le tout figure dans un chapitre intitulé "Les juifs pro-avortement et le nouvel holocauste". Marx diffuse aussi le livre de William Brennan: *The abortion Holocaust, Today's final solution*, la bible des anti-avortement relativistes et qui n'aiment rien moins que comparer l'avortement à la solution finale, les pro-avortement à des nazis. Le militant catholique n'est pas vraiment plus tendre à l'égard des musulmans. Dans un chapitre de son livre consacré à l'Allemagne, Marx écrit: "les musulmans sont en train d'envahir l'Europe [...] Si vous n'êtes pas un ami d'Allah, vous êtes un ennemi". Depuis 1999, l'organisation semble en perte de vitesse. Tout début 2000, elle annonçait coup sur coup la fermeture de l'une de sa filiale Canadienne et le départ à la retraite de son leader, le Père Paul Marx.

Saint-Siège. Après quoi, en 1964, Paul VI envoyait le premier représentant du Saint-Siège à l'ONU. Sans qu'aucune décision, ni loi ni décret, n'ait été prise, le voilà devenu observateur permanent bien que n'étant pas un Etat membre ! Ce statut transitoire et exceptionnel lui permet de participer à tous les débats de l'organisation sans avoir pour autant à se conformer aux programmes de l'ONU. Y compris ceux sur l'alphabétisation et le contrôle des naissances contre lesquels le Vatican mène bataille, à l'intérieur de son territoire en tant qu'Etat et ailleurs dans le monde sous forme de groupe d'intérêt ! Pire, s'il n'est pas soumis aux devoirs et contraintes imposées aux Etats membres, cet observateur permanent non membre semble bel et bien bénéficier de l'ultime avantage réservé aux pays membres : à savoir le droit de vote. En résumé, le Saint-Siège cumule les casquettes et bénéficie de multiples avantages, ceux d'un groupe de pression et ceux d'un Etat.

Résultat, le minuscule Etat papal sert depuis des années de formidable Cheval de Troie aux "prolife", et à leur guerre menée contre les programmes de planifications des Nations-Unies. Ainsi, tandis qu'en 1995, les femmes faisaient adopter une ligne plutôt progressiste à Pékin, le Vatican et ses alliés déployaient une énergie considérable pour présenter l'avortement comme une solution contraceptive à combattre à la conférence sur la Population tenue au Caire un an plus tôt (du 5 au 13 septembre 1994). Comme à la première conférence internationale sur la Population et le développement tenue à Bucarest en 1974, il avait réussi à convaincre de nombreux pays du groupe des 77, d'Amérique latine et même l'Iran et la Lybie, que les tentatives de planifications familiales relevaient d'une volonté "américaine et européenne pour exterminer les musulmans par le contrôle des naissances". Tous les textes sur l'avortement et l'homosexualité avaient été revus à la baisse. Comme le rappelle d'ailleurs Austin Ruse de Catholic family and human rights : "Depuis la conférence du Caire en 1994, une coalition s'est formée autour de la Vie et de la famille empêcher les Nations Unies de faire de l'avortement un 'droit'. Cette alliance, qui inclue le Saint-Siège et des États musulmans, a aussi empêché de redéfinir la famille en y incluant les couples homosexuels. Elle a aussi stoppé toute tentative de redéfinir le genre homme et femme pour y inclure les homosexuels et ceux que l'on appelle 'transgender'". ▼



*José Meaney est coordinateur adjoint pour l'Amérique latine et les pays francophones de Human life International. Il a spécialement été engagé pour sa parfaite connaissance du français et de l'Amérique du sud après une thèse sur les missions médicales au Guatemala. Il a aussi participé à la campagne d'un sénateur républicain avant d'intégrer définitivement l'organisation pro-life du Père Paul Marx. Nous l'avons interviewé lors d'un séjour à Front Royal, près de Washington...*

#### **A quelle occasion êtes-vous allé pour la première fois aux Nations-Unies ?**

Il y avait une conférence à Istanbul qui s'appelait "habitat" sur le logement et je suis allé là-bas pour faire du lobbying, pour essayer de parler avec les délégués, surtout pour les informer sur les différents projets qui arrivent de temps en temps dans les conférences et qui sont contre la vie. Donc on a parlé avec beaucoup de délégués sur ce qui allait se passer aux Nations-Unies et j'ai aidé en traduisant en français et en espagnol.

#### **C'était pour quelle association ?**

Là, c'était pour un groupe qui s'appelait UNO development cooperation, c'était des amis de l'université du Texas qui avaient passé pas mal de temps avec les Peace corps. C'est l'organisation américaine qui est un peu l'équivalent de la Coopération en France (où l'on va dans les pays pauvres pour des projets humanitaires). Ils sont allés au Zaïre avec cette organisation et à leur retour, ils ont eu envie de faire une sorte de Peace corps qui intégrerait la doctrine sociale de l'Eglise. Ils sont accrédités aux Nations-Unies et donc j'y suis allé avec eux. Et puis après, le sommet sur l'alimentation tenu à Rome en novembre 1996. Là, on a fait la même chose : parler aux délégués, on essayait de voir où l'on pouvait les aider. Il était question des ressources alimentaires du monde. Beaucoup de personnes disent qu'il y a pas assez de nourriture pour tout le monde. C'est une rhétorique utilisée pour appuyer tous les programmes de contrôle des populations... On dit à une bonne partie du monde : ne faites pas d'enfants, ces pays sont obligés de mener des politiques de contrôle de population pour avoir des fonds des Nations-Unies. Donc on était là pour les encourager à ne pas céder à ce chantage. Et c'est là en fait que j'ai rencontré Human life international qui faisait partie des ONG présentes.

**Pour voir l'interview en intégral, connectez-vous sur Canalweb.**

Face aux dégâts, considérables, engendrés par la présence du Saint-Siège aux Nations-Unies, les partisans du droit de choisir ne pouvaient que réagir. De fait, quand on y réfléchit, il est particulièrement insupportable de voir les droits des femmes à l'avortement systématiquement attaqués par un pays composé essentiellement par quelques centaines de prêtres, une population quasi exclusivement masculine, chaste et donc "inféconde"! C'est une association catholique prochoix, Catholics for a free choice (voir *Prochoix* n°6) qui en a pris l'initiative. Une pétition circule depuis plus d'un an, y compris dans les cercles laïques et prochoix français (nous l'avons relayé dès septembre 99 dans *Prochoix*) pour que soit revu le statut du "Saint-Siège". L'organisation de Frances Kissling fait remarquer à juste titre que l'entité papale "à peine plus grosse que Disneyland, dispose d'un double statut, en tant qu'État et en tant que groupe d'intérêt, qui lui permet de faire deux fois plus pression sur les débats." (voir *Prochoix* n° 11). Avec parfois un vrai sens de la stratégie. Ainsi lorsque les enjeux sont mondiaux, comme lors de la conférence du Caire, le Vatican n'hésite pas à faire du lobby en

amont des débats par la voix du pape lui-même qui, en tant que chef d'État, représente un territoire dérisoire mais en tant que chef spirituel, impressionne toujours beaucoup les autres chefs d'État. C'est ainsi qu'il a convaincu les pays d'Amérique latine, le président argentin en particulier et même l'Iran et la Lybie de menacer de boycotter la Conférence du Caire si on ne revoyait pas les passages sur l'avortement! En revanche, lorsqu'il s'agit d'intérêts plus directs ou plus risqués politiquement, le Vatican préfère généralement inciter ses troupes discrètement. C'est ainsi que des groupes anti-PaCS comme l'Association pour la promotion de la famille et l'Alliance pour les droits de la Vie, tous deux proches de la Conférence pour la famille du Cardinal Trujillo, sortent du bois au moment opportun avec les moyens et la fougue que l'on sait. C'est probablement aussi ainsi que la Prepcom s'est retrouvée envahie par 300 militants religieux, grâce aux moyens d'une organisation appelée Catholic Family & Human rights Institute, créée par une organisation proche du Saint-Siège et dont la principale activité consiste à relayer une campagne de contre-offensive vis-à-vis de la pétition de

Catholics for a free choice... À ce jour, la principale activité de l'association d'Austin Ruse semble se résumer à ce que la rubrique de son site internet désigne par "La campagne du Saint-Siège", c'est à dire une campagne de contre-offensive vis à vis des associations opposés au statut d'État-membre dont jouit le Vatican et vaut aujourd'hui la foudre des anti-choix, CAFHRI en tête.

## La vraie raison

Après avoir créé l'agitation, Austin Ruse a donné une conférence de Presse le 15 mars, en plein débats de la Prepcom, du siège des Nations-Unies. Étaient également présents Focus on the family, Family research council, National right to life commitee, Concerned women of America, et le World movement of mothers. Objet? Dénoncer l'attaque menée contre le Saint-Siège par une coalition de groupes pro-avortement. "Au début" explique-t-il "nous étions déterminés à ignorer ces tentatives. Mais lorsque l'opération a été rejointe par 300 groupes, nous avons décidé d'agir [...] Nous avons décidé de bâtir un instrument avec lequel le Saint-Siège puisse se défendre". Ainsi toute l'agitation créée durant la Prepcom, (suite p.26)

## Les "pro-life" qui soutiennent le Vatican

### Les Real Women

Le groupe, canadien a surtout été connu au milieu des années 80, comme le groupe féminin de la Nouvelle droite. Leur but premier est de revaloriser les femmes à la maison. A titre d'exemple, parmi leurs revendications, les "real women" sont opposées à ce qu'a valeur égale les hommes et les femmes touchent le même salaire!"

### American Family Association

Fondée en 1977 par Don Wildmon, son actuel président, l'AFA s'est longtemps appelée la National federation for decency, pour la défense des "valeurs familiales traditionnelles". Elle lutte surtout contre ce qu'elle juge être l'influence satanique de la télévision et des médias. Principal reproche, la télévision est accusée d'avoir contribué à "normaliser" l'utilisation du sexe avant le mariage. D'où: "augmentation des grossesses d'adolescentes, des MST, du Sida et de l'avortement comme moyen contraceptif". L'association se vante notamment d'avoir fait suspendre la diffusion d'Ellen et d'avoir organisé une campagne contre

"Nothing sacred", une série d'ABC/Disney décrite comme anti-chrétienne.

### Concerned Women for America

Fondée par Beverly LaHaye, auteure de plusieurs ouvrages antiféministes à succès. Démarrée avec seulement 9 membres, l'organisation féminine de la droite religieuse revendique aujourd'hui 600 000 adhérentes. Ses thèmes de mobilisations recourent les thèmes classiquement défendus par la droite religieuse: la lutte contre l'avortement, l'homosexualité, une défense militaire forte et l'anticommunisme. Comme beaucoup d'autres associations, CWA a même soutenu l'action en faveur des Contras (Nicaragua) du Président Reagan. La violence et la pornographie à la télévision, la défense de l'enseignement religieux privé, l'éducation font partie de ses mobilisations récurrentes. Mais le principal cheval de bataille, la raison d'être de ce groupe féminin, c'est bien sûr l'antiféminisme et notamment la lutte contre l'Equal Right amendement qu'elle partage avec l'autre association féminine de la droite religieuse, Phyllis

Schafly.

### Focus on the family

Créé en 1977, Focus on the family est le support associatif de l'émission radio de James C. Dobson. Psychologue et pédiatre avant d'être lobbyist, Dobson fait partie de ses évangélistes à s'être intéressé au politique qu'après qu'il ait jugé les valeurs familiales attaquées à la fin des années 70. Il a participé à de nombreuses commissions sous le gouvernement Reagan, notamment celle sur la pornographie. Son association est sans doute l'une des plus virulente et les plus riches (78 millions de dollars par an) de la droite religieuse américaine. De toutes ses nombreuses actions, la plus impressionnante est sans doute d'avoir fait adopter en 1992 un Amendement (l'amendement 2) dans le Colorado bloquant toute possibilité à l'état d'adopter un jour des droits spécifiques pour les homosexuels. L'amendement a été adopté mais la Cour suprême a fini par décréter son inconstitutionnalité

Dans la propagande "prolife", la légalisation de l'avortement et l'avancée des droits des homosexuels sont souvent présentés comme les résultats d'une politique malthusienne initiée aux Nations-unies. Depuis qu'il y siège, le Vatican s'est battu avec acharnement contre les politiques de planification familiale encouragées par l'organisation. Un sommet a été atteint lors de la conférence du Caire sur la population et le développement de septembre 1994.

Quelques mois avant l'ouverture de la session finale, deux approches s'affrontent. La première se base sur les travaux des démographes pour tirer la sonnette d'alarme. Les 6 milliards devant être atteints en 1998, on parle alors de bombe Démographique. Les journaux font leurs gros titres sur "la planète est-elle trop petite?". Dans une certaine mesure, elle l'est. En tout cas au goût de ceux qui militent pour une certaine qualité de vie, partagée par le plus grand nombre. À l'inverse, le Vatican défend une politique nataliste, accuse les pays occidentaux de mentir sur les chiffres pour mieux planifier la limitation des naissances, et parle de conférence de "Satan". Ce n'est pas la première fois que le "Saint-Siège" tente de peser sur les débats dans un sens nataliste. À la première conférence tenue à Bucarest en 1974, il avait déjà réussi à mobiliser les pays du Tiers-monde contre ce qu'il appelle "l'impérialisme contraceptif" des pays riches. Une stratégie qui sera moins fructueuse dix ans plus tard, à la conférence de Mexico. Il est vrai qu'à l'époque que le chef de l'"impérialisme contraceptif" s'appelle Reagan et qu'il est précisément le leader de la droite religieuse anti-avortement. En 1994, en revanche, Bill Clinton a le profil rêvé pour hurler au complot. Tandis qu'une coalition des groupes de femmes s'élève contre les leçons moralistes du camp religieux — "nous n'acceptons pas qu'un Etat dont les dirigeants ont fait vœu de célibat et n'ont aucune expérience en matière de reproduction puisse s'exprimer aussi catégoriquement quant aux besoins de la femme" — le Cardinal O'Connor, fidèle à lui-même, fustige ceux qui voudraient légitimer "l'avortement, la promiscuité sexuelle et des conceptions perverses de la famille". Bien sûr l'extrémisme de l'Eglise catholique lui vaut d'être assez unanimement dénoncé par la presse occidentale, mais les discours dénonçant habilement un "complot impérialiste", "une tentative américaine et européenne pour exterminer les musulmans par le contrôle des naissances" va convaincre certains pays du Sud.

C'est l'argument que développe le Saint-Père dans une lettre envoyée aux dirigeants de tous les pays. Qu'importe alors que les groupes américains "prolife", comme Human Life international, tiennent des propos racistes cachant à peine leur volonté de combattre l'avortement des femmes blanches catholiques pour faire face au péril musulman, l'argument porte. Pour s'assurer du soutien de pays musulmans, Jean-Paul II va jusqu'à envoyer des émissaires à Téhéran et Tripoli. L'initiative papale est accueillie avec enthousiasme. Quelques jours avant l'ouverture de la session, l'éditorialiste du journal égyptien, El Chaab, se lance dans un violent plaidoyer qui résume alors bien l'état d'esprit dans lequel sont certaines élites des PVD: "Nous le disons haut et fort. Nous voulons dévoiler les plans criminels qu'elle dissimule. (...) O docteurs de l'Islam méditez... votre nation est menacée d'extermination et de stérilité!" Les intégristes égyptiens ont même profité de l'occasion pour se faire un peu de publicité. Un certain nombre de personnalités islamistes ont déposé un recours devant le tribunal administratif du Caire pour demander l'annulation de la Conférence sous prétexte qu'elle veut imposer des décisions "contraires à la Charia". Recours bien évidemment rejeté. Plus extrême encore, la Jamaa Islamiya envoie un communiqué avertissant "tous les étrangers participant à la conférence du libertinage qu'en prenant part à cette manifestation, ils mettent leur vie en danger..." Au final, l'Arabie

Saoudite, le Soudan, le Bangladesh appellent au boycott de la Conférence. Le ministre de la santé, Ali Reza Marandi, estime lui qu'il faut y participer mais pour mieux "dénoncer l'avortement, les relations sexuelles pré-maritales et l'homosexualité". Plusieurs pays d'Amérique latine rejoignent également les positions du Vatican. Ils y sont encouragés par le président argentin. En juin, Carlos Menem a écrit à tous ses collègues d'Amérique du Sud pour leur demander de s'opposer à la planification familiale comme des "inutiles et nuisibles". "La lettre du pape m'a fait réfléchir, écrit-il, (...) Si nous prenons en compte le taux de mortalité infantile et l'espérance de vie, les populations de notre continent vont vieillir de plus en plus et c'est avec difficulté qu'elles se renouvelleront" L'Algérie, au nom du groupe des 77, et la Chine disent elles aussi refuser de voir l'aide au développement accordée par les Nations-Unies soumises à des conditions en matière de planification des naissances. À quelques semaines de l'ouverture de la session finale, le Vatican est en position de force pour exiger des concessions.

Pendant que les États s'acheminent vers le compromis, les débats sont autrement plus passionnés dans le forum des ONG. À la séance d'orientation, devant 2000 personnes, la féministe Bella Abzug insiste sur l'importance de la planification familiale et le droit des femmes à l'avortement. Mais les ONG marocaines, tunisiennes et jordaniennes sont par exemple très divisées. "Il y a eu un matin une très virulente montée au créneau des délégués Égyptiens

(les ONG égyptiennes, comme les algériennes, étaient officiellement absentes) contre la contraception dénoncée comme un néo-impérialisme américain. Mais aussi des associations de femmes d'Amérique latine et du Bangladesh ont plaidé avec ardeur pour que la conférence ne se laisse pas impressionner par le fondamentalisme" raconte Colette Gallard, du Mouvement pour le planning familial français dans son rapport.

En réalité, comme toujours, tout s'est joué en amont. Le 2 juin, Bill Clinton a dû rendre visite au pape pour tenter de faire retomber la pression. Quelques mois plus tard, la plate-forme américaine qui prônait un accès universel aux

méthodes de contrôle des naissances est revue à la baisse. Le Vice président Al Gore parle de "formulation malheureuse" et tient à présenter publiquement quelques clarifications: "Nous ne faisons pas la promotion de l'avortement, nous ne soutenons pas l'avortement comme méthode de planification familiale, nous ne voulons pas instaurer un droit international à l'avortement." Les groupes "prolife" se félicitent aussi de voir introduit dans le chapitre II un amendement précisant que les recommandations élaborées à la Conférence du Caire seront appliquées en respectant non seulement la souveraineté de chacun des pays mais aussi les différentes "valeurs religieuses et éthiques de ses peuples". En effet, l'article du chapitre VIII-25 portant sur "santé-morbidité et mortalité" a bien été changé et dans un sens plus que négatif. La première version, déjà issue de compromis, disait déjà "toutes les gouvernements, toutes les organisations non gouvernementales intéressées sont vivement engagées à traiter ouvertement de l'avortement comme un problème majeur de santé publique". Dans la deuxième version, tout l'argument visant à limiter l'avortement au profit d'une planification familiale sûre pour empêcher les grossesses non désirées est accompagné d'une réserve libérant les États de toute contrainte en la matière: "Toutes les décisions tendant à légaliser l'avortement et à faire en sorte qu'il soit pratiqué selon des méthodes sûres dans le cadre du système de santé ne peuvent être prises qu'à l'échelon national par le biais de changements d'orientation et de procédures législatives qui reflètent la diversité des points de vue sur la question de l'avortement".

Voir: "La troisième mondiale des Nations unies sur la population", Le Caire, septembre 1994, dossier du Centre de documentation du Mouvement français pour le Planning familial. C. F

## Le Vatican en croisade à la Conférence du Caire de 1994

l'opération-commando était en réalité une opération-représailles. Objectif: intimider ceux qui osent remettre en cause son statut d'Etat-membre. La coalition pro-famille (C-Fam) se prévaut de signatures de 1015 groupes issus de 46 pays. Les groupes ont signé une déclaration commune qui devait être remise au secrétaire général des Nations-Unies. Une opération soutenue comme toujours par les plus réactionnaires des républicains et de la droite religieuse américaine.

## Les Républicains en campagne

En fait, c'est même la délégation américaine (donc le Sénat américain actuellement à majorité Républicaine) qui a permis aux troupes "prolife" d'organiser une conférence de presse au siège des Nations-Unies, salle 226. A Washington, Jim Nicholson du Comité national Républicain a demandé à Al Gore de répudier deux associations qualifiées d'anti-Catholiques: la National Abortion Rights Action league (NARAL) and la Women Leaders Online. Pourquoi celles-là et pas les Catholics for a free choice initiateurs de l'action? Sans doute parce que demander l'éviction de Catholics for a free choice sous prétexte d'être "anti-catholique" aurait eu un effet comique.

Comique c'est d'ailleurs le terme qui convient peut-être à cette déclaration d'une autre membre du Congrès Républicain expliquant qu'il "n'y a aucune équivalence entre pro-Catholique et anti-Catholique. Vous ne pouvez pas accueillir le KKK juste par ce que vous avez également accueilli le NAACP". Et oui, vous avez bien compris, ce sont les organisations féministes que l'on compare au Klu Klux Klan. Un comble. C'est dire en tout cas si la tenue de Pékin + 5 à New-York même se retrouve prise en otage par la campagne pour les présidentielles américaines où la lutte contre l'avortement est comme toujours le meilleur moyen pour les Républicains de s'allier les voix de sa base religieuse. De son côté, profitant de toute cette pression savamment organisée, le Saint-Père a reçu en audience privée le président protestant de Finlande, Martti Ahtisaari, qui aurait déclaré à sa sortie, le 23 novembre: "le Saint-Siège représente une tribune particulière, un savoir inestimable sur les événements de ce monde, et fait la promotion de la paix (sic!) la solidarité et tolérance, valeurs auxquelles nous attache-

chons beaucoup d'importance." Au-delà des soutiens étatiques, ce sont bien les alliés d'autres confessions que recherchent visiblement le Vatican et ses amis.

Lors de la conférence de Presse organisée par CAFHRI durant le Prepcom, Focus on the family, pourtant très protestante, a fait savoir qu'elle rejoignait les 800 organisations de comité de soutien au Saint-Siège: "l'Eglise catholique défend la vie et la famille à travers le monde", a-t-elle expliqué dans un communiqué. "Nous nous sommes joints à eux à la Conférence de Pékin en 1995. Nous avons vu à quel point les forces anti-familles et anti-vie veulent imposer leur idéologie radicale en matière d'avortement un peu partout dans le

ter les pays en voie de développement et le groupe des 77, toujours plus conservateurs que les autres États, à s'allier définitivement au Vatican pour faire face aux revendications prochoix.

## L'enjeu inter-confessionnel

Il n'y a d'ailleurs qu'en dehors des frontières américaines, que les réseaux "prolife" et le Vatican peuvent faire croire à un réel souci œcuménique, tant il est vrai que la droite religieuse américaine n'a jamais vraiment réussi à rassembler au-delà de sa base très WASP, blanche, anglo-saxonne et très souvent antisémite, raciste et mono maniaque quand il s'agit de dénoncer le complot marxisto-commu-

niste qui menace d'envahir la planète (voir encadré). Aux Nations-Unies, bien entendu, il n'est plus question de tout cela. Il s'agit au contraire de convaincre les pays en voie de développement de s'opposer à la politique de l'administration démocrate américaine quitte à jouer sur une fibre tiers-mondiste et anti-américaine qui sied pourtant très mal à la droite religieuse "prolife", nationaliste et chauvine comme personne. C'est dire s'il faudra suivre de près la session finale de Pékin + 5 dont tout le monde s'accorde pour penser qu'il sera très difficile d'aboutir à un accord final. Déjà le

groupe des 77 (présidé par le Nigéria) a déployé tout ce qu'il pouvait pour ralentir les débats. Même s'il existe une différence majeure qui évitera sans doute de voir Pékin + 5 affiché au tableau de chasse du Vatican et de ses alliés: à savoir que, contrairement aux conférences sur la population comme Bucarest et Le Caire, Pékin + 5 porte sur la question des femmes et donc attire des délégations et des participants nettement plus féministes et favorable au droit de choisir que le contraire.

Caroline Fourest

(1) 300 Religious right representatives attend Beijing plus five preparatory committee meeting, Global Policy Forum, 25 avril 2000

**Worn correctly, it can prevent unintended pregnancy, AIDS, and abortion.**



affiche de Catholics for a free choice

monde, sans tenir compte des valeurs culturelles et religieuses des Nations. Déjà les protestants évangéliques, les catholiques et les musulmans se sont joints pour empêcher l'avortement d'être reconnu comme un 'droit humain'. [...] Au moment même où certains ont voulu profiter de l'élection présidentielle pour diviser les Catholiques et les protestants pour des questions politiques, aujourd'hui cette conférence et cette déclaration marquent un moment historique d'unité entre les différentes dénominations." Même son de cloche chez Austin Ruse qui n'hésite pas, lui non plus, à en rajouter: "Nous croyons que c'est un moment international historique parce que les groupes qui ont signé viennent de toutes les confessions et même d'aucune".

C'est l'autre enjeu, sous jacent, de ce coup de force. Un coup de force dont le but n'est pas tant de marquer une conférence sur les droits des femmes qu'un bras de fer, par Pékin+5 interposé, sur le mode "religieux de tous les pays: unissez-vous!" Histoire de donner l'impression d'un élan œcuménique qui pourrait inci-

Penelopes.org

Les Penelopes consacrent 6 émissions en direct de New-York sur Pékin + 5, retrouvez-les sur Canal Web du 3 au 9 juin. Pour + d'info : <http://www.penelopes.org>